

8 Economie

L'industrie vit un creux comparable à 2009

CONJONCTURE Diversement touchées par les restrictions liées à la crise sanitaire, les entreprises du secteur des machines-outils et de l'électronique connaissent une baisse d'activité comparable à celle qui a prévalu lors de la dernière crise financière

RACHEL RICHTERICH
@RRichterich

L'année s'annonçait fructueuse pour le fabricant neuchâtelois de pompes Emile Egger & Cie. «Nous avons démarré 2020 avec un gros portefeuille de commandes, qui nous ouvrait des perspectives intéressantes, avec une bonne visibilité sur les huit à douze mois à venir», se souvient son directeur Francis Krähenbühl. C'est grâce à cette réserve de travail que l'équipementier aux 460 employés dans le monde (194 en Suisse), spécialisé dans le pompage de liquides dans les industries chimique et papetière notamment, devrait «franchir correctement cette année» marquée par la crise sanitaire. Les demandes d'offres et les nouveaux contrats, en revanche, sont moins nombreux que l'année dernière, observe le dirigeant.

Un constat que corroborent les chiffres publiés mercredi par Swissmem: au deuxième trimestre, soit au plus fort des restrictions, les entrées de commandes ont plongé de 19,5%, indique l'organisation professionnelle. Celle-ci regroupe les entreprises du secteur des machines, des équipements électriques et des métaux (MEM), qui, avec environ 320 000 collaborateurs, représentent le premier employeur industriel du pays et comptent pour un tiers des exportations du pays.

Activités au ralenti

SOLO Swiss à Porrentruy, qui fabrique des fours pour le traitement thermique des métaux, destinés entre autres aux industries automobile, aéronautique ou spatiale, voit aussi la demande baisser. L'entreprise qui emploie 120 personnes peut compter jusqu'à la fin de l'année sur un carnet d'ordres «bien rempli», dont 80% ont été engrangés avant la pandémie, confie sa directrice Anne-Sophie Spérisen. Mais depuis avril, «chez nos clients ou prospects, tous les projets d'investissement en cours ont été suspendus». A la tête du spécialiste de la connectivité Fischer Connectors, qui regroupe 550 collaborateurs (dont 300 à Saint-Prex), Jonathan Brossard observe lui aussi «un attentisme» de la part de ses clients, «ce qui augure d'un futur plus compliqué».

En conséquence, dans la branche, l'utilisation des capaci-



Avec leurs 320 000 collaborateurs, les sociétés du secteur des machines, des équipements électriques et des métaux (MEM) représentent le premier employeur industriel de Suisse et comptent pour un tiers des exportations du pays. (CHRISTIAN BEUTLER/KEYSTONE)

tés de production a diminué à 80,9%, contre 86,4% en moyenne ces dernières années, reflet du confinement et du chômage partiel (RHT). En juillet, le taux a même baissé à 77%: «l'activité a chuté à un niveau comparable à celui de la crise financière de 2008-2009», avertit Philippe Cordonier, responsable romand de Swissmem.

La branche, dont 80% des ventes sont réalisées à l'étranger, a aussi vu son volume d'exportations diminuer d'un quart sur la période. Avec des différences notables en fonction des sous-branches. Les moins touchées sont l'outillage de presse et moulage (-1,5%), l'équipement pour le génie chimique (-5,8%) et les machines pour plastiques (-9,5%), «facilement transportables car, plus petits, ils ont pu continuer à être livrés», précise Philippe Cordonier.

Michael Foeth, analyste spécialisé dans l'industrie chez Vontobel, souligne que certains sec-

teurs d'activité ont même enregistré des croissances record – jusqu'à 30% – pendant la période. «En particulier les semi-conducteurs, qui ont profité du besoin accru de solutions de stockage et numériques pendant le confinement», citant les chiffres des

équipements «qui exigent d'importants investissements de la part des clients et subissent des reports en cas de récession», décrit Michael Foeth. Principalement dans l'industrie automobile, en proie à un ralentissement datant d'avant la pandémie, ou

C'est le cas chez SOLO Swiss, qui tire une partie de ses revenus de la maintenance: «La production pour la vente de machines s'est poursuivie. Mais la fermeture des frontières a empêché les déplacements prévus pour les mises en service de nouvelles machines ou la maintenance du parc en activité», relève Anne-Sophie Spérisen. Une situation qui perdure, «la liste de pays sous embargo varie très rapidement», poursuit la dirigeante, mentionnant les risques de mise en quarantaine de ses ingénieurs.

Des incertitudes susceptibles de compliquer une éventuelle reprise, même si à ce stade aucun des trois dirigeants interrogés n'entrevoit de signaux clairs en ce sens, hormis «quelques petites prémices en Asie, en particulier en Chine [autour de 6% des exportations annuelles de la branche, selon les chiffres de Swissmem, ndlr]. Mais en Europe [deux tiers des débouchés de la branche,

ndlr], c'est encore très très calme», signale Anne-Sophie Spérisen. La visibilité est faible, constatent-ils unanimement. «Davantage que ces dernières années», souligne même Francis Krähenbühl.

Quelques impulsions positives émanent des publications ce mois-ci des indices des directeurs d'achat (PMI) pour juillet en Suisse et en zone euro (premier partenaire commercial). Ceux-ci tiennent compte de la production, des ventes et des carnets de commandes de l'industrie. «Après avoir chuté à 40, voire 30 points, les indices se sont quasiment partout redressés aux alentours de 50 points, un seuil au-delà duquel on parle de croissance», souligne Maxime Botteron, économiste chez Credit Suisse. Preuve selon lui que «le creux de la vague est passé, avec une stabilisation, éventuellement un retour à une dynamique haussière, même si elle s'inscrit à des niveaux très bas».

Michael Foeth nuance: «Nous ne savons pas encore ce qui relève d'une reprise ou d'une simple normalisation, en raison des très faibles niveaux enregistrés pendant les fermetures. Voire d'effets de sur-stockage de la part de certains clients, par crainte de nouvelles restrictions.» Swissmem craint que cette «relative stabilisation» ne soit suivie d'un nouveau repli, comme au deuxième semestre de l'an passé. Ce, en raison des difficultés auxquelles l'industrie se trouvait confrontée avant la crise, en particulier le franc fort, qui ont déjà conduit à la perte de 3200 emplois sur un an, relève l'organisation.

L'effet de la crise actuelle sur le marché du travail demeure incertain, «il ne se fera sentir que l'an prochain, avec la fin des RHT, si la demande ne repart pas», prédit Philippe Cordonier. Des licenciements sont à craindre. Aucun des trois dirigeants sondés n'espère en arriver là, comptant pour l'instant sur la réintroduction d'un peu de chômage partiel cet automne, après en avoir bénéficié au printemps. «Mais si la situation ne s'améliore pas dans les mois à venir, nous serons obligés d'adapter la capacité de production à la charge de travail et nos coûts à nos revenus», avertit Jonathan Brossard, dont l'entreprise s'est déjà séparée de travailleurs temporaires. ■

«Nous ne savons pas encore ce qui relève d'une reprise ou d'une simple normalisation, en raison des très faibles niveaux enregistrés pendant les fermetures»

MICHAEL FOETH, ANALYSTE SPÉCIALISÉ DANS L'INDUSTRIE CHEZ VONTOBEL

entreprises VAT, Comet ou encore Inficon. «Mais elles restent l'exception», souligne-t-il.

En tête des sous-branches qui ont le plus souffert figure celle des machines-outils (-40,4%), soit les

encore l'aviation, touchée au cœur par les restrictions de voyages. Les limitations de déplacements ont aussi affecté les services de maintenance et le stockage (-34,5%).

La lente agonie des agences de voyages

TOURISME Le Conseil fédéral a décidé de suspendre les poursuites à l'encontre des voyagistes pour encore trois mois. La mesure soulage mais ne suffit pas

LÉA FRISCHKNECHT

Le Conseil fédéral a entendu la souffrance du secteur du voyage. Ou presque. Il a prolongé mercredi 24 août la suspension des poursuites à l'encontre des voyagistes. Initialement prévu jusqu'à la fin de septembre, le délai a été reporté au 31 décembre. En clair, les agences de voyages dans l'incapacité de rembourser leurs clients ne pourront être mises en poursuite avant la fin de l'année.

De nombreuses compagnies aériennes rechignent encore à rembourser les vols, plaçant les agences de voyages dans une situation inextricable. La décision soulage, donc, mais ne suffit pas. «On retire l'épée de Damoclès sur nos têtes, mais ce n'est pas ça qui fera bouillir la marmite», assène Sonja Laborde, présidente de la

Travel Professional Association (TPA) qui compte plus d'une centaine de membres.

«Le Conseil fédéral ne se mouille pas, il repousse juste le problème!» Alexandre Python, directeur de l'agence Ad gentes, basée à Genève et Montreux, espérait, comme nombre de ses confrères, une aide financière concrète. Car les agences de voyages se trouvent aujourd'hui dans un désarroi profond. Contrairement aux entreprises de l'événementiel, les voyagistes n'ont pas été reconnus comme cas de rigueur par le Conseil fédéral. Conséquences: les employés touchent des indemnités de réduction d'horaires de travail (RHT), mais, depuis le mois de juin, plus d'allocations pour perte de gain (APG) pour les patrons. Un cauchemar pour le millier de petites structures indépendantes que compte la Suisse, selon Sonja Laborde.

Malgré les mesures d'assouplissement du début de l'été, les voyagistes sont toujours à l'arrêt quasi total. Chez Ad gentes, les réservations de la semaine se

comptent sur les doigts d'une main. En période estivale «normale», ce chiffre est 30 à 40 fois plus élevé. Et alors que les recettes sont quasi nulles, le gouffre financier lié aux remboursements des clients continue de se creuser. «Avec toutes les annulations, les agences ont perdu leur passé. Elles n'ont pas de présent et n'osent même pas imaginer le futur», se désole Sonja Laborde.

Milliers d'emplois en danger

Le futur, Alexandre Python n'y songe effectivement pas. Depuis plusieurs mois, le patron d'Ad gentes vit au jour le jour. Alors qu'une année normale rapporte entre 12 et 14 millions de francs, il espère atteindre un chiffre d'affaires de 200 000 francs à la fin de décembre. En attendant, il diminue les frais: «Nous avons dû fermer un de nos quatre bureaux et licencier les trois quarts du personnel, soit plus d'une vingtaine d'employés. Qui sait, nous finirons peut-être à deux dans un appartement.»

Alexandre Python est amer. Et il n'est pas un cas isolé. Sonja Laborde estime que ce sont près de 30% des agences et 2500 emplois en Suisse qui disparaîtront. Certaines agences ont déjà déclaré faillite, à l'image de la filiale suisse de STA Travel Holding, agence spécialisée dans les voyages pour jeunes qui comptait 11 succursales dans le pays. «Et si rien n'est fait, alors on court vers la perte de tous les emplois. Cela représenterait plus de 10 000 à 14 000 personnes et coûterait bien plus cher à la collectivité que l'aide que nous espérons.» Cette aide, Sonja Laborde estime qu'elle devrait s'élever en tout cas à 300 000 francs. «Mais avant toute chose, il faut débloquer les RHT pour les patrons», conclut-elle.

En attendant de voir la situation de ses entreprises s'améliorer, TPA tiendra son AG ordinaire samedi 29 août. Au programme, quatre séminaires, dont un, animé par Alexandre Python: «Faillites: oui, mais comment?» ■

EN BREF

Impact limité du Covid-19 pour Emmi

Le fabricant lucernois de produits laitiers n'a que marginalement souffert des conséquences de la pandémie au premier semestre. Etoffant ses revenus, malgré quelques difficultés aux Etats-Unis, Emmi a cependant vu son bénéfice net se contracter de 6,5% en un an à 81,3 millions de francs. AWP

La reprise toujours incertaine aux Etats-Unis

L'évolution de la reprise économique aux Etats-Unis demeure «incertaine», a estimé mercredi Michelle Bowman, membre du Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale américaine, soulignant qu'il fallait aussi s'attendre à une disparité d'une région à l'autre du pays. AFP